
MISCELLANEA

Victor Monnier

NOTICE BIOGRAPHIQUE DE WILLIAM EMMANUEL RAPPARD (1883-1958)

William Emmanuel RAPPARD, né à New York, le 22 avril 1883, est mort à Bellevue (Genève), le 29 avril 1958. Originaire d'Hauptwil (Thurgovie) et de Bellevue (Genève), il est le fils d'Auguste Rappard (1851-1920), négociant en broderie et rentier, et de Julie Hoffmann (1860-1884), issue de la célèbre famille de rubaniers bâlois. W. E. Rappard épouse en 1907 Alice Gautier (1883-1972), fille de Raoul Gautier (1854-1931), astronome et professeur à la faculté des sciences de l'Université de Genève.

C'est à New York que Rappard fréquente l'école primaire, puis, la famille s'étant installée à Genève, il poursuit ses études dans la cité de Calvin, au Collège (1899-1901) puis à l'Université (licence en 1906 et doctorat en droit en 1908). De 1905 à 1909, il effectue des séjours d'études universitaires à Berlin, Munich, Harvard, Paris, Vienne et occupe un poste d'assistant à l'Office international du Travail à Bâle, de 1909 à 1910. Nommé suppléant à la chaire d'histoire économique de l'Université de Genève de 1910 à 1911, il poursuit sa carrière universitaire outre-Atlantique à l'Université Harvard, d'abord comme *Instructor in commercial organization* en 1911, puis comme *assistant professor of economics* en 1912. De retour à Genève, il est nommé professeur ordinaire d'histoire économique à l'Université de 1913 à 1928 et de finances publiques de 1915 à 1957. Dans l'armée suisse, ayant gravi différents échelons de la hiérarchie militaire, il est capitaine de cavalerie. En 1915, Rappard est l'un des principaux fondateurs de la nouvelle faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Genève. Par ailleurs, il est membre du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) de 1917 à 1921.

En 1917, Rappard fait partie de la mission suisse envoyée par le Conseil fédéral aux Etats-Unis pour faire connaître la position de la Suisse neutre et assurer son approvisionnement. Lors d'une deuxième mission aux Etats-Unis en 1918, il recueille les sentiments du président W. Wilson (1856-1924) sur la future Société des Nations (S.d.N.). De 1919 à 1920, il est le représentant officieux du Conseil fédéral à la Conférence de la Paix; il intervient auprès

des membres des délégations alliées, notamment auprès d'E.M. House (1858-1938), pour que Genève soit choisie comme siège de la S.d.N. et pour que la Suisse puisse faire partie de cette dernière munie de son statut de neutralité. Il participe également de façon active à la campagne plébiscitaire pour l'entrée de la Suisse dans la S.d.N.

Nommé secrétaire général de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge (1919-1920), Rappard préside la conférence du Conseil général de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge en 1920. Il assume encore la direction de la section des Mandats de la S.d.N. de 1920 à 1924. En 1925, il accompagne A.J. Balfour (1848-1930) en Palestine. De 1925 à 1939, il est membre de la Commission permanente des Mandats et, de 1927 à 1958, il appartient à la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations de l'Organisation internationale du Travail (O.I.T.). Le Conseil fédéral le désigne comme membre de la délégation suisse à l'Assemblée de la S.d.N., de 1928 à 1939. En 1928, Rappard préside la Conférence internationale de statistique économique.

Avec P. Mantoux (1877-1956) co-directeur, de 1928-1951, puis de 1951-1955, directeur de l'Institut universitaire de hautes études internationales (I.U.H.E.I.) à Genève, Rappard est en outre recteur de l'Université de 1926 à 1928, puis de 1936 à 1938.

Tout au long des années trente, Rappard dénonce la menace que représente pour la paix le nationalisme tant politique qu'économique; les professeurs qu'il choisit à l'I.U.H.E.I. font de cet institut une citadelle de la pensée libérale sur le continent. Il est vice-président (1933-1942) puis président (1942-1948) du Comité international pour le placement des intellectuels réfugiés. A l'éclatement du deuxième conflit mondial, il ne doute pas de l'entrée en guerre des Etats-Unis ni de leur victoire finale. Face à l'Axe qui encercle la Suisse, la seule politique qui lui paraît envisageable pour l'opinion publique suisse est le silence. Il est membre de l'*Aktion nationaler Widerstand* de 1940 à 1945. Elu par les Genevois conseiller national sur les listes de l'Alliance des indépendants, il siège à Berne de 1941 à 1943. En 1942, il fait partie de la délégation suisse qui négocie à Londres l'assouplissement des mesures de blocus prises par la Grande-Bretagne contre la Suisse; il se trouve à Alger lors du débarquement anglo-américain du 8 novembre 1942. En 1944, il préside le Comité suisse de secours aux Autrichiens. Dans les négociations que poursuit la Suisse avec les Alliés, Rappard dirige la délégation suisse à Berne en 1945 et participe à celle de Washington en 1946. Par ailleurs, le Conseil fédéral le désigne comme membre de la représentation suisse à la Conférence internationale du Travail, de 1945 à 1957, dont il préside l'assemblée en 1951.

Dans les années d'après-guerre, Rappard manifeste une grande réserve à l'égard de l'entrée de la Suisse dans l'Organisation des Nations Unies (O.N.U.) de même qu'à l'égard de l'intégration de la Suisse à l'Europe. Il préside en 1947 la séance inaugurale de la Société du Mont-Pélerin dont il est membre. Au cours de la guerre froide, il s'oppose en 1953 à la venue à Genève du Centre européen de la Recherche nucléaire (C.E.R.N.).

Membre de la société suisse de Zofingue, de la Nouvelle Société Helvétique, de l'*American Philosophical Society*, de l'Institut international de statistique, membre correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France et membre associé de l'Académie royale et de la Société d'Economie politique de Belgique, Rappard est en outre docteur *honoris causa* des universités Harvard, Pennsylvania, Alger, Lyon, Princeton et Californie.

Homme de relations publiques, Rappard fut un trait d'union, non seulement entre les Suisses, mais aussi entre l'étranger et sa patrie. Libéral, pragmatique, son empirisme le rend hostile à tout dogmatisme.

Parmi ses nombreuses études dans les domaines économiques, historiques et des relations internationales, citons *International Relations as viewed from Geneva* (1925); *The Quest for Peace* (1940); *L'avènement de la démocratie moderne à Genève* (1942); *Cinq siècles de sécurité collective*, (1945). Ses deux ouvrages *L'individu et l'Etat* (1936) et *La Constitution fédérale de la Suisse* (1948) sont considérés comme des ouvrages de référence, de même que *Le facteur économique* (1912) et *La révolution industrielle* (1914) qui sont les premières études de l'histoire économique de la Suisse. La bibliographie complète de W. E. Rappard figure in Victor Monnier, *William E. Rappard. Défenseur des libertés, serviteur de son pays et de la communauté internationale* (1995).

Les papiers de William E. Rappard sont déposés aux Archives fédérales (Berne)

Références bibliographiques :

Documents diplomatiques suisses, vol. 6-8 (1981-1988); vol. 11-16 (1989-1997).

W. E. Rappard, *Varia politica* (1953); *Hommage à W. E. Rappard* (1956); *William E. Rappard, 22 avril 1883-29 avril 1958. In Memoriam*. Genève (1961); Albert Picot, *Portrait de William Rappard* (1963); Anja Peter, *William E. Rappard und der Völkerbund* (1973); Daniel Bourgeois, «William Rappard et la politique extérieure suisse» in *Etudes et sources* (Berne), 15,

1989; Giovanni Busino, «William Rappard, le libéralisme "nouveau" et les origines de la "Mont-Pèlerin Society"» in *Revue européenne des sciences sociales* (Genève), t. 28, no 88, 1990; Richard M. Ebeling, «William E. Rappard, an international Man in an Age of Nationalism» in *Ideas on Liberty* (New York), Jan. 2000; Daniel Bourgeois, «William E. Rappard, parlementaire indépendant à l'Alliance des Indépendants (1941-1943)» in *Commentationes Historiae Iuris Helveticae* (Bernae) 3, 2009.